

Trois espagnols sur quatre pensent qu'il devrait exister un contrôle externe pour garantir la qualité du journalisme sur les questions de santé.

L'Universidad Carlos III de Madrid (UC3M) a mené une étude qui montre que la société espagnole souhaite trouver des mécanismes qui garantissent la véracité des informations reçues à travers de médias sur les questions de santé. De plus, cette demande s'avère être une préoccupation partagée par le public, car ni l'âge, ni le sexe, ni la classe sociale ne sont des facteurs déterminants dans la réponse du public.

«Le problème repose sur le fait que cette demande de contrôle externe est en contradiction avec la liberté d'expression et le droit à l'information – prévus à l'article 20 de la Constitution espagnole - qui interdit tout acte de censure dans l'activité journalistique», explique Carlos Maciá-Barber, membre du département de communication de l'UC3M et auteur de l'étude.

Toutefois, le chercheur affirme qu'il existe des solutions intermédiaires qui pourraient être basées sur la corégulation, c'est-à-dire la création d'organes de contrôle formés par des journalistes (associations, syndicats) et des experts (juristes, sociologues, représentants institutionnels et citoyens). Cela pourrait atténuer les réserves d'une partie de la société à l'égard des médias, notamment sur des questions sensibles telles que la santé publique, puisque, selon d'autres données obtenues au cours de la recherche, seulement 60 % des personnes ayant participé à l'étude ont déclaré qu'elles croyaient que le journalisme recherchait la vérité.

«C'est évident que si les journalistes veulent éviter les ingérences extérieures, ils doivent être extrêmement autorégulés et raconter la vérité avec honnêteté et rigueur professionnelle, car dans un contexte post-pandémique, garantir la véracité des informations est fondamental pour protéger non seulement le droit à l'information, mais aussi le droit à la santé, deux piliers essentiels dans une société démocratique», a déclaré Carlos Maciá-Barber.

L'étude, basée sur 1 800 entretiens en ligne dans tout le pays et récemment publiée dans *Frontiers in communication*, montre également la nécessité d'apprendre à lutter contre la désinformation et les « fake news » dès le plus jeune âge, car la perception de la manipulation de l'information varie en fonction de l'âge. Par exemple, l'étude révèle que les adultes se sentent plus confiants pour reconnaître la vérité dans le journalisme : «Cela s'explique par le fait que la consommation de médias est beaucoup plus importante au sein de la population adulte, qui est généralement relativement bien formée et se sent capable de discerner la vérité du mensonge», explique l'auteur de l'étude. «Et c'est

précisément parce qu'ils se sentent forts face à la désinformation que les adultes vérifient moins les informations qu'ils reçoivent à travers les médias ou les réseaux sociaux».

Parallèlement, les résultats montrent que les jeunes sont plus conscients de leur vulnérabilité et qu'ils s'assurent donc davantage de la véracité des informations qu'ils reçoivent. «Cette réticence de beaucoup d'adultes à vérifier les messages qu'ils reçoivent, en particulier sur les questions de santé, peut constituer un risque majeur. C'est pourquoi il faut éviter de recourir au docteur Google et à l'infirmière Wikipédia. Les canulars sur les réseaux sociaux peuvent nous coûter la vie», conclut Carlos Maciá-Barber.

Référence bibliographique : Maciá-Barber, C. (2024). The COVID-19 pandemic and journalistic ethics: Spanish citizens' demand for external control of health communication in the media. *Frontiers in Communication*. Sec. Media Governance and the Public Sphere Volume 9 - 2024 | <https://doi.org/10.3389/fcomm.2024.1518052>

Vidéo: <https://youtu.be/xY3icTqdqc0>

